

International

CHILI : LA RÉVOLUTION DES DÉBITEURS

Juan-Pablo Pallamar

28/09/2020

Le Chili connaît depuis octobre 2019 une très forte mobilisation sociale contestant en profondeur la politique menée par le gouvernement du président Piñera et, plus largement, les structures socio-politiques du pays, héritage de la dictature du général Pinochet. Dans quelle mesure cet héritage pèse-t-il encore aujourd'hui ? Juan-Pablo Pallamar, universitaire chilien et chercheur en géopolitique à l'Université Paris 13, y revient et analyse la dynamique et la teneur de ce vaste mouvement social.

« Au Chili, ce qui ne se voit pas n'existe pas » (Patricio Guzmán)

Le 18 octobre 2019, débute au Chili une « explosion [sociale] interne au sein d'une ancienne matrice problématique [qui] génère une chambre d'expansion insoupçonnée », affirme l'historien chilien Gabriel Salazar. L'étincelle étudiante a déclenché une rébellion sociale qui pose un questionnement profond sur les problèmes historiques de la société chilienne. En novembre 2019, nous nous demandions si le *cacerolazo* chilien réussirait à se dépasser, évoluant d'une explosion sociale à une « révolution démocratique » capable de secouer les fondements sociaux de l'inégalité au Chili. Et si l'on observe les événements survenus depuis octobre dernier, le Chili se rapproche jour après jour d'un scénario révolutionnaire. Une révolution populaire et sans romantismes : sans avant-gardes, sans porte-paroles, sans armes, sans partis. Cependant, il est encore difficile de dire si ce processus sera couronné ou non de succès, d'autant plus lorsque la pandémie du coronavirus interrompt soudainement l'agenda national. Quelle évolution a donc suivi l'explosion sociale et qu'est-ce qui attend le pays ?

Le discrédit de « l'oasis latino-américaine »

Une augmentation du tarif des transports publics à Santiago a déclenché, en quelques heures, une insurrection populaire à l'échelle nationale. Du jamais vu. Le « 18 octobre 2019 » établit ainsi la fin d'un long cycle historique et le début d'un nouveau porté par une révolte sociale. Il s'agit d'un mouvement hétérogène qui semble parfois contradictoire et paradoxal : en effet, s'il est, d'une

part, anti-institutionnel, sa capacité de transformation de la société sera par ailleurs mesurée par un premier plébiscite, outil créé par et à travers les institutions actuellement en vigueur et actuellement contestées.

Il s'agit d'une contestation *anti-establishment* émanant d'un profond discrédit des institutions actuelles – un discrédit dont la transversalité mine la légitimité de l'État chilien lui-même, dans un contexte de malaise social larvé par des inégalités profondes et historiques. Le mouvement n'a donc pas de leader ni de corps dirigeant. Il prend d'ailleurs des formes très variées : marches, casserolades, manifestations artistiques, assemblées de quartier, affrontements pour le contrôle de l'espace public (barricades, défense, offensive, etc.), mais aussi pillages, grèves générales et convergences de toutes sortes.

Le Chili est « une véritable oasis dans une Amérique latine convulsée », déclare le président Piñera le 17 octobre 2019, la veille de l'explosion sociale, lors d'une émission matinale de télévision de « service public ». Il fait référence au PIB mensuel par habitant – au-dessus des 2000 euros (1,6 million de pesos) –, le plus élevé de toute l'Amérique latine. Il affirme que le Chili représenterait un pays social et politiquement stable dans le contexte continental. Pourtant, le Chili décrit par Sebastian Piñera va être mise à mal cette semaine-là, avec l'augmentation du tarif des transports collectifs, qui ne passera pas pour la population.

Au cours des mois précédents, les lycéens avaient préparé le terrain à la révolte sociale avec des manifestations et des appels à « l'évasion » (le non-paiement des transports collectifs). Les étudiants du secondaire apparaissaient depuis longtemps comme une étincelle et « montraient plus de sensibilité historique et d'irritabilité politique que tout autre secteur ». Si au cours du premier gouvernement de Michelle Bachelet en 2006, la révolte des lycéens (révolte des pingouins) marquait le retour de la crise sociale après le régime militaire, les deux gouvernements de Sebastian Piñera ont amplifié la tension sociale. Des déclarations gouvernementales ont souvent crispé l'opinion publique, illustrant l'écart entre la réalité sociale et celle des élites. Le 8 octobre 2019, Andrés Fontaine, ministre de l'Économie, déclare que « celui qui se lèvera [plus] tôt sera aidé » par un tarif de transport réduit. Une déclaration qui choque et qui intervient au cœur d'un débat intense sur la réduction de la journée de travail à 40 heures, alors que la réalité quotidienne des *santiaguinos* après une journée de travail moyenne de 10 heures est de passer entre 1,5 et 3 heures dans les transports. À la suite de la « hausse du tarif », le 18 octobre 2019, Santiago s'enflamme. En quelques heures, se déclenche une explosion sociale d'une ampleur qui n'a pas été vue depuis les manifestations contre la dictature dans les années 1980. Si ce vendredi-là, les étudiants bloquent les grandes artères du centre, en fin de journée, sur le chemin du retour au foyer et comme on ne l'avait jamais vu, des milliers de personnes rejoignent spontanément les

manifestations. La contestation ébranle la capitale avant de se propager à d'autres villes telles que Valparaíso et Concepción. Si le PIB par habitant du Chili atteint 1,6 million de pesos par mois (environ 2000 euros), 70 % de la population active perçoit un revenu salarial qui ne dépasse pas 33 % du PIB par habitant. Un Chilien sur deux dispose d'un revenu mensuel cinq fois inférieur au PIB par habitant (environ 350 000 pesos soit 430 euros). Ceux qui, ce vendredi 18 octobre 2019, choisissent de protester dans les rues avant de rentrer chez eux semblent appartenir à cet univers. Ils font fort probablement partie des plus de 11 millions de Chiliens de plus de 18 ans endettés, dont 4 millions sont des débiteurs sans capacité de paiement, selon les données 2018 du Equifax Business Information Directory (DICOM). Cette donnée est frappante, si l'on tient compte de la démographie du Chili qui dépasse à peine 17 millions d'habitants. Un petit pays qui aujourd'hui semble se reconnaître, encore une fois, comme une société insupportablement inégalitaire, et où les mouvements de lutte contre les injustices sociales se sont historiquement soldés par des bains de sang.

Un gouvernement qui défend le modèle par le sang et le feu

Le gouvernement réagit. Il décide de nier la rupture et le « déjà vu » dans les rues de Santiago. La nuit du 18 octobre 2019, après d'intenses manifestations, Sebastian Piñera décrète l'« état d'urgence » (ou d'exception), installant l'armée dans les rues et ordonnant le premier « couvre-feu » après la dictature. L'image évocatrice des militaires dans les rues est dévastatrice et, bien au contraire, l'ordre n'est pas rétabli. Le président Piñera sait à quel point le pays est centralisé, qu'il se gouverne à partir de la région métropolitaine de Santiago, centre géographique et capitale nationale, qui concentre 40 % de la population nationale et près de la moitié de l'électorat chilien.

Il tente alors une autre tactique pour calmer les troubles. Si pourtant, depuis de longues semaines, les soi-disants techniciens du gouvernement pilonnent l'opinion publique et soutiennent qu'une « hausse du tarif des transports » est inévitable – comme s'il s'agissait d'un évangile –, à peine 24 heures après l'éclatement et après un état d'urgence raté, Sebastian Piñera se présente à la télévision pour annuler « la hausse ». Mais il est trop tard. La première réaction du président Piñera qui avait été de réaffirmer son autorité par des mesures répressives renforce la contestation. Il crée lui-même un effet boomerang qui alimente la révolte sociale et qui ne cessera de ronger sa légitimité. Il se voit ainsi piégé dans sa vision « court-termiste ». Sa nature de courtier en bourse l'emporte et il mise donc sur plus de répression, déclarant « être en guerre contre un puissant ennemi [interne] ». Mais encore une fois, sa délégitimation est telle que même le général en charge de l'opération le désavoue en déclarant le lendemain « n'être en guerre contre personne ». L'autorité et la légitimité de Sebastian Piñera se désintègrent et le pays le perçoit. Sa popularité

chute en février 2020 à la marge d'erreur des sondages, enregistrant une maigre approbation de 6%. Ainsi, même les secteurs les plus récalcitrants du pinochetisme lui tournent le dos.

Le 25 octobre 2019, plus de 4 millions de personnes à travers le Chili et 2 millions de personnes à Santiago manifestent dans les rues. Près de 24% de la population, en une journée de protestation, brisent toute tentative des médias de banaliser la contestation. Cette journée de manifestation est ainsi qualifiée comme « la plus grande marche ». Elle marque un avant et un après, signifiant la consécration du mouvement social à travers une expansion transversale et transgénérationnelle définitive. *La marcha más grande* bouleverse le système politique et médiatique par sa capacité à sauver l'explosion sociale du 18 octobre d'une stratégie de criminalisation du mouvement par les médias traditionnels. Le « 25 octobre » sauve ainsi le « 18 octobre », le rebaptisant comme un événement « majoritaire » et « légitime » de changement sociétal, qui désormais hégémone l'agenda et l'opinion publique, sans leadership, ni individuel ni de la part d'organisations sociales, ni encore moins de partis politiques. Ainsi, toutes les mesures sociales annoncées par le gouvernement semblent insuffisantes. Les subventions gouvernementales ne calment pas le profond malaise et sont rejetées en tant que solution.

L'idée d'un plébiscite national pour une nouvelle constitution et pour son mode de réalisation s'impose donc. Le 15 novembre 2019, la classe politique dans son ensemble, acculée, comprend l'urgence de canaliser l'explosion. Un plébiscite de consultation constitutionnelle est prévu pour le 26 avril 2020, dans le cadre d'un accord politique historique et transversal (mais pas unanime). Il n'intègre pas d'organisations sociales et le Parti communiste et d'autres petits partis s'abstiennent d'y participer. Et si, dans les premiers jours de novembre dernier, nous nous interrogeons encore sur l'intensité de cette explosion sociale et sur la manière dont serait canalisée son énergie, le plébiscite du 26 avril 2020 annonce tout de même la possibilité d'une transformation politique majeure.

Les manifestations, perçues par l'opinion publique comme la formation d'une « volonté générale de changements structurels », sont également marquées par un débordement social et un vandalisme (rage, actions politisées, opportunisme criminel, actions ambiguës de la police, etc.) largement diffusés par les chaînes de télévision. Une répression étatique qui rappelle le régime militaire et qui est rendue publique principalement et presque exclusivement par les réseaux sociaux, marquant ainsi le déclin de la grande presse corporative elle aussi délégitimée. En effet, depuis mars dernier, l'Institut national des droits de l'Homme (INDH) a recensé 3838 blessés dans les hôpitaux. Plus de 11 000 personnes ont été arrêtées depuis le 18 octobre 2019, parmi elles plus de 2500 sont encore en détention préventive en attente de jugement. On relève plus de 460 cas de lésions oculaires, parmi lesquels le cas de l'étudiant Gustavo Gatica ayant perdu ses deux yeux et devenu symbole national.

Le bilan fait aussi état de plus de 30 morts, décédés « dans des circonstances qui ne sont pas entièrement élucidées » comme le signale l'INDH, et plusieurs centaines de plaintes pour violence sexuelle. Sur 120 actions en justice, « 5 sont pour homicide par des agents de l'État et 94 pour torture, dont 18 ont une connotation sexuelle ». L'État de droit semble ainsi s'évanouir au Chili.

Malgré la répression, le ralentissement de l'été et les distractions médiatiques, le moral du mouvement social ne s'éteint pas. « L'explosion » a tout politisé. Ainsi des slogans comme « Piñera assassin comme Pinochet », « Piñera démissionne » et « nouvelle constitution » sont scandés tout au long du pays au cours de manifestations comme lors de la reprise du championnat de football, de festivals d'été, pendant des concerts et des événements publics, aussi bien dans les grands centres urbains que dans les petites et moyennes villes. Sebastian Piñera se défend d'une possible démission mais une pression internationale s'ajoute et le pousse à suspendre son programme de visites à l'étranger, très probablement par crainte de poursuites judiciaires, comme celles auxquelles Pinochet a dû faire face en 1999. Mais aujourd'hui, dans l'ombre du coronavirus, le président Piñera « fait avancer ses pions ». Il vient d'envoyer à l'Assemblée nationale un projet de loi permettant au président de la République de décider au cas par cas de la compétence au Chili des tribunaux internationaux.

Mais au Chili règne encore un certain climat social de « réalisme solidaire » qui renforce et donne une projection au mouvement, se traduisant par des slogans qui se répandent parmi les manifestants tels que « nous n'avons encore rien gagné » et « ce n'est encore pas fini ». Dans ce contexte, le gouvernement perd le contrôle de l'agenda public et tente en vain de montrer des signes de changement tandis que les campagnes pour l'« approbation » et le « rejet » d'une nouvelle constitution politique se mettent en marche.

Le modèle et le projet hégémoniques de l'extrême droite chilienne sont en jeu

C'est une redéfinition de la structure politique nationale qui est ainsi réclamée. Une transformation qui ne pourrait cependant être rendue possible que par la légalité établie. Un processus constitutionnel sera engagé si l'appel à la consultation populaire – plébiscite du 26 avril 2020 repoussé en raison du coronavirus au 25 octobre 2020 –, approuvé par les partis politiques, le déclenche. La possibilité d'une refondation des institutions à travers le cadre institutionnel actuel en crise – la constitution de 1980 – existe. Un cadre qui, sans l'explosion sociale, continuerait de perpétuer le cycle de quarante ans au cours duquel les acteurs politiques ne sont jamais parvenus à un tel accord. Mais pourquoi l'explosion sociale ne s'est-elle déclenchée qu'aujourd'hui et pas

avant ?

Si l'armée chilienne a pris d'assaut le pouvoir en 1973 pour empêcher la formation d'un nouvel ordre social, elle s'est surtout emparée du pouvoir pour garantir l'ancien ordre que le gouvernement d'Allende prétendait changer, tout en maintenant une profonde influence nord-américaine sur le Chili. La répression opérée par Pinochet a été implacable. Guidé par une élite civile et militaire formée aux États-Unis, il a utilisé la dictature pour imposer une refondation nationale-conservatrice à travers la constitution politique de 1980. Il a annulé la réforme agraire, initiée avec la Démocratie chrétienne et approfondie avec l'Unité populaire, tout en accentuant la concentration sociale et spatiale du capital, qui augmenta le profit privé par le « pillage des groupes économiques de l'État du Chili » et par un projet de valeurs ultra-conservateur. Une réforme des retraites a ainsi mis fin au système solidaire de retraite. Des agences de fonds de pension (AFP) sont devenues les gérantes privées de l'épargne-retraite individuelle des travailleurs, qu'elles réinvestissent dans d'autres activités économiques nationales ou étrangères, publiques ou privées, alors que dans les années 1980, le pays a traversé une crise financière sans précédent. Dans quelles activités économiques devraient alors réinvestir ces telles agences ?

La privatisation devient la clé de l'organisation du « modèle chilien ». Entre 1985 et 1987, sous prétexte d'efficacité du marché, plus de 30 entreprises publiques stratégiques sont vendues à l'élite pinochetiste elle-même. L'un des cas les plus emblématiques est celui de la Société chimique et minière du Chili (Soquimich), à l'origine dédiée au salpêtre et qui, mixte à sa fondation, puis nationalisée en 1971, est privatisée et acquise au milieu des années 1980 par Ponce Lerou, gendre de Pinochet. Cette entreprise, aujourd'hui stratégique pour l'exploitation du lithium chilien, a été accusée de verser des « pots-de-vin » aux décideurs politiques. L'État perd alors plus d'un milliard de dollars de l'époque, soit environ 724 milliards de pesos aujourd'hui. La réforme agraire entamée dans les années 1960 est démantelée, le capital industriel national est transféré à une poignée de familles et l'ultra-concentration économique qui caractérise le Chili d'aujourd'hui s'organise. Mais l'idée néolibérale se cache derrière l'activité lucrative des privatisations, car son objectif principal, au-dessus du profit, est celui de la puissance totale – la puissance totale pour verrouiller la politique grâce à la dictature (monopole du pouvoir et de la force) bombardant la Moneda (le palais du gouvernement), détruisant ainsi le symbole du pouvoir civil, dévastant les forces progressistes et imposant alors « à perpétuité », ou bien au-delà du régime militaire, un ordre social conservateur et élitiste. Tel est l'héritage de la dictature.

Aujourd'hui, les AFP administrent 200 000 millions d'euros, lesquels représentent 80% du PIB chilien. De cette somme, 55% sont au Chili et 47% sont placés à l'étranger. Des 55% placés au Chili, 37% sont investis en bons de la Trésorerie de la République (dette publique), 35% sont placés dans

des institutions financières (principalement des banques qui sont pour la plupart privées et par lesquelles passent les principaux programmes de crédit au grand public), 23% dans des grandes entreprises privées basées au Chili (distribution d'eau potable, ligne aérienne, vente au détail, etc.), et enfin, 3,7% dans des fonds d'investissement. L'économiste Marco Kremerman signale l'importance de tenir compte que la retraite moyenne atteint 159 000 pesos (soit 150 euros) et que la valeur moyenne de la location d'une chambre se situe aux alentours de 156 000 pesos.

Par ailleurs, à partir de la victoire du « Non à la continuité de Pinochet » lors du plébiscite de 1988, et sous les règles de la dictature, basée sur une doctrine néolibérale d'économie d'État, la nouvelle constitution politique de 1980 aura été l'infrastructure d'un régime semi-démocratique, dont « les enclaves autoritaires » de la constitution contraindront tout gouvernement majoritaire à agir sous la tutelle militaire, ce qui sera appelé par les historiens comme la « démocratie des accords » (entre la droite et la gauche). L'immovibilité constitutionnelle des commandants en chef des forces armées a octroyé aux militaires autonomie et indépendance vis-à-vis du pouvoir civil jusqu'au début du XXI^e siècle. La mise en place d'un système électoral binominal majoritaire unique au monde impose un match nul permanent entre le Sénat et la Chambre des députés et la répartition égalitaire des sièges entre les deux coalitions majoritaires jusqu'à 2016, malgré le succès électoral de la Concertación. Les sénateurs nommés à vie par le pouvoir judiciaire, par l'exécutif et par les forces armées ont été un autre outil utilisé par les conservateurs pour maintenir leur pouvoir sur le Congrès national jusqu'en 2005 (la réforme constitutionnelle du président Lagos y a mis fin). Il leur a été ainsi possible de décréter la criminalisation de l'avortement et de s'opposer au divorce, entre autres lois emblématiques. Mais si le régime politique a pu être modifié après trois gouvernements de la Concertación, les principales règles de l'organisation néolibérale de l'économie restaient intactes. Les principes constitutionnels qui privatisent la santé, l'éducation et même l'eau, entre d'autres filières stratégiques, ont continué de régir la vie des Chiliens. Une extension démocratique minimale, *via* des plébiscites ou des référendums, longtemps inimaginable, même au sein des partis de gauche comme le parti socialiste, et surtout dans le monde de la politique professionnelle, n'a commencé à s'imposer que depuis les mobilisations déterminantes des étudiants en 2006 lors du premier mandat de Michelle Bachelet.

La contestation amorcée le 18 octobre 2019 pourrait ainsi représenter un processus révolutionnaire dans la mesure où elle exprime l'écœurement général de la population face à l'ordre social en vigueur. Une révolution démocratique des structures constitutionnelles, entraînée par les changements culturels que le pays a connus au travers des nouvelles générations et nourrie par la « fracture ouverte » de la corruption des institutions qui a fini par gangréner la légitimité et la confiance au plus haut niveau de l'État chilien. Le rejet des institutions, et surtout des partis politiques, est transversal, ce qui accentue l'incertitude du processus, dans un contexte régional

dans lequel le coup d'État en Bolivie, ainsi que l'avancée silencieuse du pouvoir gouvernemental de l'armée brésilienne, réveillent les fantômes de l'autoritarisme et du fascisme sud-américain, bien qu'un coup d'État au Chili ne semble pas envisageable pour le moment.

Coronavirus : facteur accentuant la tension sociale ?

La propagation du coronavirus à travers le continent américain réorganise le jeu politique. La pandémie replonge le Chili dans un état de paralysie après la timide réactivation *post-explosion*. La dégradation sanitaire en Europe y a déclenché les alarmes et la pandémie s'est emparée ainsi de l'agenda public.

Toutefois, le gouvernement Piñera a tenté de se relégitimer grâce au virus. Il a décrété un nouvel état d'urgence, cette fois-ci sanitaire, et la classe politique et ses partis convergent à nouveau pour convenir du report du plébiscite constitutionnel du 26 avril au 25 octobre 2020. Si la crise sanitaire a redonné du « tonus » à Sebastian Piñera, elle a également été la réaffirmation de la fracture sociale, économique et politique incarnée par la ségrégation spatiale de la société chilienne.

Le virus a eu son premier épicode dans les communes les plus riches du pays (Las Condes, Vitacura et Providencia) et a avancé progressivement vers les territoires populaires. Le Chili n'est pas seulement un pays centralisé, c'est aussi un pays concentré. La plupart des élites politiques et économiques habitent certains quartiers de Santiago (*el barrio alto*) en tant que caste dirigeante (consanguine) et détiennent, non seulement la propriété de l'espace productif, mais aussi des paysages (stations balnéaires côtières ou lacustres, sources thermales, vallées montagneuses, centres de montagne de luxe, etc.) ; ils profitent de la concentration spatiale des infrastructures, notamment celles de santé. L'inégalité socioéconomique écrasante – 1% de la population chilienne accapare 33% du revenu national – s'exprime également dans une ségrégation spatiale qui forme une fracture territoriale structurant l'inégalité socioéconomique au travers des ghettos. Environ 18 000 personnes, soit 0,1% de la population, perçoivent un revenu mensuel moyen de plus de 80 millions de pesos, soit environ 100 000 euros dans un pays qui occupe en même temps le quatorzième rang du classement des pays les plus inégaux au monde. L'indice GINI dudit « oasis » positionne le Chili comme un pays plus inégalitaire que le Brésil, la Bolivie, le Rwanda, le Togo, le Sri Lanka et la République Dominicaine, entre autres.

Dans ce contexte, le gouvernement Piñera ne profite guère du nouveau scénario. Malgré les résultats présentés par son ministre de la Santé Jaime Mañalich (remis en question pour leur véracité, et ayant récemment dû démissionner), les certitudes énoncées sont contredites au quotidien, tant par ses propres actions que par les critiques des représentants de son propre

secteur politique, le tout exacerbé par un climat général de défiance. Ainsi, Piñera avait annoncé la donation de 1000 ventilateurs mécaniques par la Chine, revue à la baisse par son propre gouvernement à 500 ventilateurs, puis à 100, et enfin à 75. Ses déclarations sont finalement démenties par l'ambassadeur de Chine au Chili, qui déclare à *La Tercera* « ne pas connaître l'engagement du gouvernement chinois de faire le don de ventilateurs au Chili ». En outre, la méfiance est renforcée par les critiques publiques et ouvertes des maires de droite à l'égard de la gestion gouvernementale de la crise sanitaire. Germán Codina, maire de la commune la plus dense du Chili, Puente Alto, et membre du parti Renouveau national, a publiquement exigé du gouvernement le rappel à l'ordre de son ministre de la Santé quant à sa gestion controversée de la pandémie. Ces symptômes révèlent la crise de leadership de Sebastian Piñera mais aussi son opportunisme pour tenter de profiter de la pandémie pour annuler les effets de l'explosion sociale et mettre fin au processus de changement constitutionnel. C'est ce que montrent les déclarations de l'ancien ministre de l'Intérieur Andrés Chadwick, récemment jugé et relevé par le Parlement de ses fonctions publiques pendant cinq ans pour sa gestion répressive du 18 octobre 2019 : « une probabilité qui pourrait être sur la table est que pour des raisons sanitaires il soit probable que nous ne soyons pas capables de réaliser le plébiscite à cette date ».

Par ailleurs, les partis d'opposition, « assommés », sont incapables de faire contrepoids au gouvernement de Sebastian Piñera. Les partis de l'ex-Nueva Mayoría et du Frente Amplio poursuivent leur décomposition, comme on a pu le voir après la crise d'octobre 2019 et comme l'a illustré la victoire de la droite en avril 2020, lors de l'élection du Bureau de l'Assemblée nationale, alors que l'ensemble des partis dits d'opposition (du centre à la gauche) y représentait une majorité en sièges. Le rôle de l'opposition est alors transféré à d'autres acteurs sociaux, du monde syndical, et même étatique, d'échelle infranationale. Ainsi, le Collège national des médecins et les maires, quelle que soit leur couleur politique, mènent une critique sévère contre le gouvernement quant à sa gestion de la crise sanitaire, et l'opinion publique semble se reconnaître dans cette critique. C'est le cas de la présidente du Collège médical chilien, Izkia Siches, décrite par France Inter comme « le jeune médecin qui défie le pouvoir au Chili », et qui s'est vue plébiscitée par les sondages, faisant déjà figure de possible candidate indépendante à la présidence de la République.

Ainsi, face à un gouvernement et une opposition délégitimés et erratiques face au grave scénario sanitaire que la pandémie impose, celle-ci pourrait bien permettre le re-emmagasinement d'énergies pour le déclenchement d'une nouvelle explosion sociale, peut-être plus virulente que celle d'octobre 2019. Des « émeutes de la faim » ont été observées dans les quartiers sud de Santiago, où les licenciements, favorisés par la loi d'urgence de sauvetage des entreprises passée par le président Piñera en avril 2020, frappent de plein fouet les foyers. Ils se retrouvent sans alternative de subsistance après le décret de couvre-feu draconien imposé par le gouvernement,

faisant circuler les chars militaires pour « contrôler » la hausse brutale des infections par le coronavirus. « Ils ne nous ont pas écoutés sans les manifestations. Ils ne nous ont pas écoutés par le dialogue. On a dû sortir dans les rues, y faire du feu et maintenant on doit être attentif à la police pour qu'elle ne nous réprime pas, pour qu'elle ne nous mouille pas, pour qu'elle ne nous tire pas dessus [...] On doit être attentif à cela pour demander une aide que nous ne devrions pas être obligé de réclamer en hurlant », réclame Helen, une habitante de la commune d'El Bosque dans le sud de Santiago.

Si le processus de plébiscite semblait alors canaliser les énergies sociales du pays, la pandémie rouvre les scénarios pour le pouvoir. La Covid-19 met à nu le système socio-économique chilien. Avec inclémence, colère et désespération, la pandémie met à vif les blessures sociales du pays face à l'un des plus élevés taux de mort par habitant du monde. Helen avertit que « la politique, nous, elle ne nous favorise pas. La politique, nous, elle ne nous aide pas. La politique, nous, elle nous a abandonnés. On est ce qu'il y a de plus bas. On n'existe pas. Et pourtant, c'est nous qui bougeons le pays. C'est nous qui nettoions les maisons. C'est nous qui gardons les enfants de ceux qui ont plus. C'est nous qui faisons marcher les entreprises, car sans travailleurs, les entreprises n'existeraient pas, et leurs poches pleines d'argent n'existeraient pas non plus. Nous, nous ne pouvons donc pas faire un confinement comme le font les gens du secteur oriental [quartiers riches]. Parce que ceux du secteur oriental, ils peuvent s'enfermer. Ils ont leurs frigos pleins, leurs placards ravitaillés, leurs congélateurs remplis de viandes et de surgelés. Nous, on n'a pas ces ressources. Nous, on vit au jour le jour. »

Les défis de l'« octobre chilien »

Il ne s'agit donc pas seulement d'une crise sociale qui se voit renforcée par la pandémie. La crise des inégalités est également une crise de la communication. La nouvelle société médiatique – celle d'Internet – dévoile la pauvreté et la corruption historiquement cachées. Les injustices se produisent ainsi à « la lumière des réseaux sociaux », déclenchant une crise institutionnelle et politique dans laquelle aucun parti politique (même les plus récents), aucune entreprise, aucune religion, aucune autorité, n'est épargnée. C'est donc aussi la crise de l'élite, la crise de la représentativité, la crise de la souveraineté populaire, et celle des idéologies traditionnelles et de leurs mœurs.

Bien que les étudiants aient été l'élément déclencheur, une révolte transgénérationnelle, socialement large, majoritaire et spontanée, contre les inégalités, a été lancée par la suite. Comment une exigence aussi précise entraîne-t-elle le blocage du système social et économique, révélant ainsi un dysfonctionnement structurel d'une société chilienne qui se dit

démocratique ? Les élites continuent d'être autant le moyen que la finalité des décideurs et des représentants, lesquels les intègrent aussi à tous les niveaux (national, régional et municipal). D'où la colère des représentés contre les symboles de la consommation en tant que marqueurs sociaux – et non contre la « consommation » elle-même – et le rejet ferme de la politique, ses partis et ses professionnels, dont la « politique » s'est longuement targuée d'être majoritaire mais qui finalement n'a pas obtenu grand-chose pour la communauté.

La société numérique créée par Internet a également favorisé la corrosion de l'ordre vertical, remettant en cause l'idée même de représentation, dans une société où l'individu n'a plus besoin de représentation car il se représente lui-même et à lui seul. Va-t-on alors vers une démocratie plus horizontale, plus directe ? La délégitimation des institutions ouvre un débat sur la nature des mandats démocratiques et sur la vaste liberté rendue aux autorités élues afin de représenter les électeurs. S'il s'agit donc en partie d'une crise de la représentation, le cycle qui s'annonce semblerait être traversé par les idées d'« action directe » et de nouvelle démocratie.

Toutefois, au Chili comme au Brésil « post juin 2013 », l'extrême droite, aujourd'hui décomplexée, « guette ». Elle attend une opportunité pour parvenir au pouvoir, et c'est ce qu'elle déjà réalisé avec l'élection de Jair Bolsonaro au Brésil. Car au Chili, même si une nouvelle constitution peut donner de nouvelles fondations nationales en tant que promesse et garantie de transformation, et puisqu'il s'agit de lois, la « désélitisation » de la société, la démocratisation délibérative au-delà de la formation de majorités et l'instauration de la solidarité comme principe d'égalité démocratique, impliquent non seulement un changement culturel qui semble en cours, mais nécessite également une gouvernance capable de rendre tangibles et opérationnelles les nouvelles lois d'une nouvelle constitution. Mais pour l'instant, aucune alternative gouvernementale ne semble émerger.

Un retour en arrière politique pourrait s'opérer par un retournement d'une volonté générale qui aujourd'hui semble déterminée. La frustration sociale pourrait en effet à nouveau devenir un facteur d'instabilité reconduisant le pays vers un scénario durable d'autoritarisme fasciste. Si la gauche se délite dans des discours grandiloquents contredits par les disputes intestines qui ne font qu'aiguïser son élitisme, empêcher les coopérations, l'horizontalisation et les convergences, l'abîme qui la sépare des classes populaires va se creuser, tout en renforçant alors les expressions politiques conservatrices.

Les forces sociales, progressistes, et démocratiques – organisations sociales, ex-Nueva Mayoría, Frente Amplio et droite non-pinochetiste – sont ainsi face au défi de se repenser. Internet a rendu anachroniques les organisations centralisées au niveau national. L'idée « d'avant-garde révolutionnaire » et de « représentant des masses opprimées » s'effondre face aux pratiques

nouvelles de convergence horizontale et de la coopération populaire émancipée des élites sociales. Toute alternative politique viable semble ainsi s'inscrire actuellement dans des dynamiques de « désélitisation », de « déprivatisation », et même de « desétatisation » de la démocratie.

Enfin, le Chili, pays à la géographie montagneuse complexe qui s'étend du sud au nord sur plus de 5000 kilomètres, tire son revenu national principalement de l'extraction et de l'exportation brut du cuivre. Mais s'il est le bon élève du capitalisme néolibéral, il en est « paradoxalement » devenu vulnérable, tant dans son rapport au monde que face aux deux graves défis socio-environnementaux que la mondialisation capitaliste impose à l'humanité au niveau local, national et planétaire : le cataclysme environnemental et la désintégration sociale. L'octobre chilien sera-t-il donc capable d'endiguer les défaillances contre lesquels les Chiliens se sont révoltés ?